

NON A LA RGPP DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LA RECHERCHE

Les sous-signés affirment leur opposition à la mise en œuvre de la Réforme Générale des Politiques Publiques (RGPP) dans l'enseignement supérieur et la recherche. Celle-ci vise à supprimer des emplois publics et à changer la nature même du service public.

Ils dénoncent la démarche d'audit des fonctions support et soutien conduite actuellement par l'IGAENR au CNRS, à l'INRA, l'INSERM, l'INRIA et au CIRAD, qui risque de s'étendre à tous les établissements. Cette démarche, basée sur l'utilisation d'« indicateurs de performance », aboutirait à des externalisations, des mutualisations autoritaires (notamment dans les UMR entre organismes et universités) et une centralisation des services avec des mobilités forcées pour les personnels. Elle aggraverait la précarité et la souffrance au travail. Accentuée dans les universités par les restructurations liées à la loi LRU et au passage aux compétences élargies, cette démarche affecterait également les enseignements.

Ils dénoncent les objectifs comptable et idéologique de cette réforme qui voudrait imposer à tous les niveaux une logique « client-fournisseur » au sein des établissements. Les équipes de recherche, tout comme les équipes d'enseignement, ne doivent pas payer pour des services qui sont une composante indispensable du travail. ..

Ils récusent la distinction entre un prétendu « cœur de métier » et des fonctions dites « d'accompagnement » de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ils réaffirment la nature collective du travail pédagogique, scientifique, technique ou/et administratif.

Ils exigent :

- L'arrêt des audits RGPP et l'abandon des restructurations liées à la RGPP dans tous les établissements d'enseignement supérieur et de recherche.
- Le maintien de l'engagement gouvernemental au-delà de 2011 de ne supprimer aucun poste de fonctionnaires dans l'enseignement supérieur et la recherche.
- La création de postes de fonctionnaires de toutes catégories pour titulariser les CDD et les CDI et répondre aux besoins.

Nom	Prénom	Fonction	Etablissement	Signature

Pétition à remettre aux militants des organisations : CGT (SNTRS, CGT-INRA, FERC-SUP), FSU (SNESUP, SNCS, SNASUB, SNETAP, SNEP), SGEN CFDT Recherche EPST, SNPRES-FO, UNSA (Sup'Recherche, SNPTES, A&I), Solidaires (Sud Recherche EPST, Sud Education, Sud Etudiant), CFTC INRA et Recherche, UNEF, SLR, SLU

